la Dynamo
2€
janvier 2006 n°39
Le courant alternatif traverse le Sud en continu

NUMÉRO SPÉCIAL

Entrepreneurs de l'économie alternative et solidaire

EDITO

A deux jours de noël 2005, les parlementaires votaient la loi DADVSI , comme « Droits d'auteurs et droits voisins de la société de l'information ». Comme beaucoup vous avez peut-être perçu là un débat vital pour les libertés publiques et l'accès à la culture, mais avez été rebuté par la complexité du sujet. Nous revenons de loin, puisque le projet présenté par le gouvernement, dont certains amendements avaient été rédigés directement par Vivendi Universal, prévoyait entre autres de s'attaquer au téléchargement (Peer to Peer). Cette loi ne prévoyait pas moins que d'organiser le pistage électronique de ceux qui utilisent des contenus numériques (musique, films...) dont ils ne détiennent pas la licence. En somme cette loi aurait obligé les fabricants de logiciels de diffusion (son, vidéo...) à équiper leurs logiciels de mouchards électroniques. Au delà de l'atteinte aux libertés fondamentales par un flicage électronique organisé, cela revient à dire que seuls des logiciels propriétaires pourraient diffuser des films et de la musique sur supports numériques, remettant en cause les fondements du logiciel libre. Les logiciels libres sont fondés sur l'ouverture du code de fabrication et le total anonymat de l'utilisateur, qui dispose comme il veut du logiciel et des contenus utilisé, et qui par définition ne regardent pas si ceux-ci bénéficient d'une licence... puisqu'ils sont libres ! Et comme toujours en matière de libertés publiques, cela aurait plongé tout le monde dans une situation kafkaïenne et ingérable, puisque la majeure partie des serveurs internet de la planète tournent sous Linux, logiciel libre s'il en est.

Pourtant, qu'on se le dise, les logiciels libres sont devenus incontournables dans le monde du numérique et des réseaux. Les gros éditeurs de disques comme de logiciels propriétaires ont pour objet de marchandiser toute la production culturelle, ils sont mus par « des valeurs de fermeture et de compétition et utilisent des méthodes dangeureuses de captation de clientèle pour maintenir leurs suprématies » affirme-t-on à Marsnet (www.marsnet.org), l'opérateur internet de l'économie solidaire en Paca. Quand Microsoft et Vivendi Universal incarnent la diversité selon le capitalisme...

Par une conjonction politique étrange, un amendement adoptant le principe d'une licence globale a été ajouté à la loi et voté par les députés de gauche et d'une partie de la droite. Cette licence globale, légalise en quelque sorte le téléchargement, par un montant forfaitaire que les internautes paieraient directement avec leur abonnement internet.

On revient de loin, mais ne nous réjouissons pas trop tôt car le sujet des droits d'auteurs a permis de faire apparaître clairement la collusion d'intérêts et de manoeuvres entre les lobbys de l'industrie culturelle, du logiciel propriétaire et de la droite gouvernementale. Ils reviendront à l'attaque avec la puissance de feu dont ils disposent. Méfiance citoyens !

A des années lumières de là se trouve une galaxie, ouverte, où chaque planète est le fruit d'une aventure collective dont les fondements seraient plutôt : ouverture, démocratie, écologie, droits sociaux. Ceux qui habitent ces planètes sont des entrepreneurs du 3e type, même si on les connait depuis des lustres. Ils montrent au quotidien et de la façon la plus pragmatique qu'on peut faire de l'économie sans écraser autrui et sans ruiner la planète. Nos cousins canadiens, qui ont le sens de la formule, appellent ça le « commerce doux », dont ils comptabilisent d'ailleurs les richesses produites dans un « produit intérieur doux » (www.grenouille888.org/dyn/article.php3?id_article=573). Que l'on soit travailleur, consommateur, parent, enfant, urbain, ruraux, usagers de services publics, piétons... de nouvelles manières de vivre sont à inventer. Face au capitalisme guerrier et puritain – l'épisode des droits d'auteur l'illustre parfaitement – ces entrepreneurs montrent que si un autre monde est possible, il ne faut pas l'attendre mais le construire ! Un peu de douceur dans ce monde de brutes...

Cédric Lefebvre

APEAS Info — Dakar 2005

Les 3émes rencontres intercontinentales sur la globalisation de la solidarité, organisées par le Réseau Intercontinental de Promotion de l'Economie Social et Solidaire (RIPESS) et le Groupe Sénégalais d'Economie Social et Solidaire (GSESS) ont eu lieu à Dakar en novembre 2005 sur le thème « Renforcer le pouvoir d'agir des peuples ».

La première édition de ces rencontres a eu lieu a Lima en 1997, la seconde à Montréal en 2001. Pour ces rencontres, trois représentants de l'Apeas (Jeanne Meunier, Mélissa Ménard et bruno Lasnier) ont rejoint la délégation française du MES (Mouvement pour l'Economie Solidaire) qui rassemble des réseaux nationaux (Régie de Quartier, Peuple et Culture, Artisans du monde, MDS...) et des associations régionales de promotion de l'économie solidaire (Ardes, Adepes, Apeas...).

1200 participants étaient rassemblés à Dakar pour cette 3e édition, venus d'Amérique du Nord (principalement des Quebecquois), d'Amérique Latine (Brésil, Perou, Argentine...), d'Afrique de l'Ouest (Sénégal, Niger, Mali, Guinée) et d'Europe. La délégation européenne était plus restreinte : une cinquantaine de Français, de loin les plus nombreux, des Italiens, des Espagnols, des Belges, des représentants des réseaux européens REVES (Réseau européen des villes pour l'économie solidaire) et Euronet. La quasi absence de représentants de l'Asie et du Pacific est à noter.

Cinq thémes ont été abordés dans les plénières et ateliers : les finances solidaires, les alternatives populaires aux modèles de développement privés et étatiques, le développement local, le commerce équitable et le commerce ethique, la promotion de l'economie sociale et solidaire.

Pour les européens, qui n'avaient pas manifesté lors de deux premières rencontres un vrai engagement dans ce réseau mondial en construction, l'enjeu était d'abord de mesurer la mobilisation au sein du RIPESS, mais aussi d'évaluer leur capacité et leur volonté d'organiser les prochaines rencontres.

L'autre enjeu important de ces rencontres était d'évaluer l'évolution de l'ESS en Afrique et la structuration des acteurs africains. L'organisation des rencontres au Sénégal devant servir de levier à cette structuration.

La Belgique a proposé au RIPESS, de sa propre initiative, d'organiser les prochaines rencontres en Belgique en 2007, bénéficiant d'un soutien financier et matériel du gouvernement belge.

Après maintes discussions, le RIPESS a retenu la proposition belge, avec deux conditions :

– que l'organisation des rencontres soit porté par une plateforme européénne (coordonné par des acteurs de plusieurs pays européen notamment d'Europe de l'Est),

– que les financements et les moyens necéssaires a une forte mobilisation des pays de Sud (Afrique) soient garantis et que l'Asie soit elle aussi mobilisée.

La place du MES s'est énormément renforcée, elle était la plus grosse délégation européénne, notamment grace a l'implication des structue régionales (Ardes, Adepes, Apeas). Il n'en demeure pas moins qu'il existe de grosses différences au sein du MES et que l'effort de renforcement n'est qu'un début.

L'engagement de l'apeas au sein de ce mouvement nous semble essentiel et doit être, à notre avis fortement renforcé.

Mélissa Ménard,
chargée du centre de documentation à l'Apeas

Bruno Lasnier
Directeur de l'APEAS

Du nouveau à l'Apeas

Véronique Branger, est la nouvelle chargée de développement de l'épargne et des finances solidaires en Paca.

Vous souhaitez que votre épargne serve à de jeunes entrepreneurs de l'économie solidaire plutôt qu'elle soit utilisée par une banque pour spéculer ? Vous créez votre entreprises et cherchez des investisseurs en capital social ? Contactez sans tarder Véronique !

tél. : 04 91 99 02 48
veronique.branger@apeas.fr

Mini Galerie

Pignon sur rue

Finalement depuis le temps qu'on en entend parler un peu partout, on la voit peu l'économie solidaire. Il faut dire qu'elle est tellement diverse et éparpillée ! Et pourtant la place des acteurs de l'EAS dans l'espace public est loin d'être nulle. La preuve ! Cette première mini-galerie ne montre évidemment pas toutes les devantures de l'économie solidaire en Paca. Alors si vous êtes un acteur de l'économie solidaire et que votre initiative a pignon sur rue, envoyez-nous de **belles** photos de votre devanture avec vos coordonnées complètes !
courriel : dynamo@apeas.fr

Rendez-vous page 7...

EAS mode d'emploi

Entreprendre, **c'est créer** !

Les carences de l'Etat peu à même d'assurer totalement sa fonction sociale ainsi que sa fonction d'impulsion de l'économie, d'une part, la logique de prédation du capitalisme qui ne cherche qu'à maximiser ses profits, d'autre part, ont conduit à une forme entrepreneuriale porteuse de développement local : **les entrepreneurs solidaires**.
Ils s'inscrivent dans le développement local puisqu'ils mettent en valeur des ressources originales de leur territoire : ils valorisent l'identité locale. Ces entrepreneurs prennent en compte directement dans leurs activités des paramètres souvent ignorés par les entreprises classiques, tels que l'impact de leurs activités sur leur environnement (respect des écosystèmes, économies d'énergie, recyclage permanent...), les effets sur le territoire, le respect des droits sociaux, la qualité relationnelle au sein de l'entreprise...
Répondant à une demande sociale, souvent non satisfaite, par l'invention de nouveaux services, leur but est de contribuer au renforcement de la cohésion sociale sur leur territoire au travers d'activités économiques.
Ces entrepreneurs qu'ils soient dans une dynamique collective ou porteurs d'un projet individuel, ont toujours à la base de leur projet la volonté de créer une initiative qui a du sens, aussi bien pour eux que pour la « collectivité ». Leur objectif est de partager avec d'autres leurs compétences professionnelles ou personnelles, leur connaissance d'un milieu, d'un public, d'une technique... Leur souhait est que leur action permette d'apporter une amélioration de la qualité de vie d'un groupe d'individus, ou d'instaurer des modes d'échange économique plus justes ou « plus logiques ».
Souvent portés à l'origine par des entrepreneurs individuels à la recherche de la création de leur propre emploi, ces projets adoptent souvent une démarche collective, dans leur phase de montage. L'entrepreneur solidaire met en jeu, à un moment ou à un autre, un groupe organisé, une négociation collective ou communautaire dans la façon de développer son projet. Il agit par pragmatisme, il veut d'abord créer une activité qui lui permette de vivre convenablement et qui soit conforme avec ses valeurs, ses idées de la société, et qui matérialise un engagement citoyen.
Une des particularités de l'économie solidaire est d'associer, dans le cadre d'un projet collectif, prestataires, usagers et citoyens afin de contribuer à une initiative d'intérêt général.
Les créateurs de ces entreprises sont animés d'un esprit d'initiative spécifique et de motivations autres que la recherche du profit.
L'économie solidaire recherche une hybridation des ressources (marchande, non marchande, non monétaire) et propose d'autres manières de vivre son territoire, où l'économie retrouve sa juste place : au service de l'homme. Que ce soit par leur forme, coopérative ou associative, ou par leur objet social, les entreprises de l'économie solidaire sont dans une logique de développement durable et de citoyenneté économique. Elles ne visent pas le profit mais le développement solidaire des territoires et l'épanouissement des individus et de la collectivité. Elles poursuivent la réalisation d'objectifs à utilité sociale et/ou sociétale. Cohésion territoriale, solidarité, projet collectif, telles sont les valeurs de cette démarche entrepreneuriale en plein essor.
Il s'agit d'une économie civique au sens où elle s'appuie sur une volonté de justice sociale à travers l'action d'entrepreneurs.
Si depuis longtemps les créations d'entreprises d'économie solidaire se pratiquent grâce aux statuts associatifs et coopératifs il existe aujourd'hui, grâce à la Société coopérative d'intérêt collectif, issue de la loi du 17 juillet 2001, un nouveau statut qui permet d'entreprendre en faisant le choix d'une gestion participative, de la non lucrativité, de la recherche de l'intérêt général, du contrôle interne et externe, du multisociétariat.
Mais si ce type de statut permet de concrétiser une activité économique solidaire, il ne faut pas pour autant nier que des PME ne se revendiquant pas de l'économie solidaire peuvent générer des pratiques de solidarité. Il ne faut pas non plus négliger la capacité d'individus de se regrouper autour d'activités sociales, certes informelles mais ayant une forte dimension économique, souvent difficile à comptabiliser car elle sont non monétaires : échange de services, troc, monnaies sociales, mutualisations...

Texte collectif écrit par Fabrice Sanchez, Anne-Catherine Josset, Aurélien Delsol, chargés de mission à l'Apeas, et Bruno Lasnier, directeur de l'Apeas

Ôkhra, conservatoire des ocres et pigments appliqués

ROUSSILLON (**84**)

Il n'est pas si fréquent de croiser une entreprise de l'économie solidaire qui équilibre à ce point les quatre dimensions de l'économie solidaire : économique, démocratique, socio-culturelle et territoriale.
Au départ du projet se trouvent Barbara et Mathieu Barois, qui nourissaient depuis longtemps le projet d'une entreprise à vocation culturelle. Pour ces deux consultants (l'une en organisation d'entreprise et l'autre en archivage d'entreprise), la démarche entrepreneuriale n'était pas vraiment un obstacle, mais bien un défi. Ils voulaient réussir à montrer qu'il est possible d'entreprendre dans le domaine culturel (préserver et valoriser le patrimoine local) tout en assumant la partie économique du projet.
En 1993 ils tombent par hasard sur une friche abandonnée, l'Usine Mathieu à Roussillon. Cette usine, aux grandes heures de l'industrie de la couleur (première moitié du 20e siècle), rayonnait dans le bassin ocrier du Pays d'Apt. Le « Colorado Provençal », comme on surnomme cette région du fait de la couleur rouge de sa terre et de l'érosion qui a sculpté un relief si particulier, a connu dans les années 50 le déclin de l'industrie du pigment naturel.
L'usine Mathieu est un bâtiment en pierre jaunies de 1500m^2 qui date de 1920, typique de l'architecture locale. Il a été restauré à l'identique, avec des matériaux et savoirs-faire locaux. D'ailleurs la valorisation du patrimoine industriel du pays d'Apt est un élément du projet de Mathieu et Barbara Barois : un conservatoire des ocres et pigments appliqués.
« L'ocre est un matériau fascinant, il est utilisé de multiples façon comme colorant naturel. Il fait partie de notre patrimoine culturel, notre idée est de le valoriser et de développer une activité économique perenne et autonome. »
En 1994 l'association Ôkhra est créée à Roussillon, regroupant les deux porteurs de projets et la comune de Roussillon. L'association fonctionera sur un encadrement bénévole de 1995 à 1998 et en 1997 le premier salarié est embauché. Dans les comptes Mathieu Barrois valorisera les « apports en industrie », comme des investissements : carnets d'adresse, temps passé, idée et réalisation du projet, soit 90 000 euros, et la commune financera en contrepartie la rénovation du lieu pour 610 000 euros. Une association locale dissoute qui travaillait autour de la couleur reversera à Ôkhra ses actifs (environ 15 000 euros), qui en fera un précieux fonds de roulement qu'elle a su gardé intact jusque maintenant.
En 1998, Ôkhra obtient de la ville de Roussillon une délégation de service public sous forme de contrat d'affermage pour la gestion du site. Mais selon l'idée de départ des porteurs de projets, Ôkhra remboursera ses créanciers en dix ans, histoire de montrer que la culture ne vit pas forcément sous perfusion des pouvoirs publics. Au final l'initiative n'aura pas couté un centime au contribuable roussillonais.
Actuellement la structure a atteint une certaine stabilité, même si le résultat d'eploitation reste faible : onze salariés, un chiffre d'affaires de 900.000 euros, et 500 adhérents. Elle est passée d'association à SCIC début 2005.

En 10 ans, Ôkhra est devenu un véritable centre ressource sur la couleur, où toutes personnes ayant une question technique sur la couleur doit pouvoir trouver une réponse, « rendre la couleur possible » est d'ailleurs devenu le véritable métier de la SCIC.
Le projet de départ s'est développé autour de quatre pôles d'activités. Chaque pôle est développé par une activité économique, permettant ainsi un équilibre entre le développement culturel et économique. Cela permet aussi un autofinancement presque total d'Ôkhra.
Le pôle « territoire et patrimoine » met en valeur le patrimoine industriel que constitue l'usine Mathieu, et rappelle ce qu'a été l'industrie de la couleur dans la région de Roussillon. Des visites guidées sont organisées, permettant d'assurer l'entretien du lieu et des investissements nécessaires.
Le pôle « ressources et matériaux de la couleur » constitue le véritable poumon économique de la structure. Un comptoir offre à la vente une large palette de pigments minéraux, des matériaux pour réaliser peintures et enduits et des livres sur le sujet. Chaque variété de pigment et chaque livre mis à la vente sont archivés dans la matériauthèque ou dans la bibliothèque de l'association, en accès libre au public, afin de conserver la mémoire des matériaux et des ouvrages.
Le pôle « pratique et pensée de la couleur » est la partie conceptuelle de l'ensemble. Ôkhra organise 220 jours de formations par an, en mobilisant un réseau de 25 intervenants experts dans leur domaine. Une « école de la couleur » est aussi organisée chaque année sur un aspect de la couleur, alternant « sciences dures » et « sciences molles » : chimie de la couleur, physique de la couleur, métal et couleur, langages et couleur, lumière et couleur...
Le pôle « gestion et développement d'entreprise culturelle », est la partie consacrée à l'administration d'entreprise.
« Avec Ôkhra nous avons voulu montrer qu'entreprendre autrement dans le domaine culturel est possible. Ainsi après 10 ans d'activité associative, nous passons en SCIC. Cela fait deux ans que nous préparons ce changement de statuts. Une SCIC convient mieux au développement d'Ôkhra, car elle a une dimension partenariale forte et de fait un ancrage sur le territoire. Elle garantit que les bénéfices permettront le développement de l'entreprise. Pour le territoire elle permet un développement social et solidaire. Enfin, elle permet d'associer les salariés à la gestion de la coopérative. » précise Mathieu Barois.
Ôkhra compte aujourd'hui 150 coopérateurs, répartis en 4 colléges, correspondant aux 4 pôles d'activités. L'intérêt est de mettre en présence des personnes aux intérêts contradictoires. Dans un collège on trouve par exemple des acheteurs, des vendeurs, et des chercheurs. Cela nécessite que chacun dépassse ses intérêts propres pour construire l'intérêt collectif.
La SCIC permettra aussi de transmettre l'outil de travail à d'autres, car loin de vouloir garder la mainmise sur leur initiative, Barbara et Mathieu Barrois espérent qu'Ôkhra leur survivra.
Celui-ci est par ailleurs Président du CBE (Comité de bassin d'emploi) du pays d'Apt.

Ancienne usine Mathieu.
84220 Roussillon en Provence
✆ 04 90 05 66 69
info@okhra.com - www.okhra.com

RMB, pour un droit à se déplacer

BRIGNOLES (**83**)

S'il est un facteur de discrimination important c'est bien celui des déplacements. Pour qui a un ou plusieurs véhicules, ou habite dans une métropole bien desservie par les transports en commun, se déplacer tombe sous le sens. On aurait tendance à ne pas voir à quel point la vie se complique quand on habite une région rurale et qu'on ne peut pas se permettre de posséder sa propre voiture. Aller chez le médecin, aller à la banque, aller faire ses courses, déposer ses enfants à l'école... En matière de transports comme en d'autres domaines règne un précepte : celui de l'individualisme. Pour un ménage modeste, le budget voiture tient une place souvent trop importante, quand il ne facilite pas l'endettement. D'autant que la voiture tient une fonction forte dans nos imaginaires, celle de la valeur sociale de celui qui la conduit.

Si l'on ajoute à ce constat sombre que la crise écologique, dont nous commençons à peine à percevoir les effets avec les récentes catastrophes pas si naturelles que ça, et que les analyses convergent pour nous alerter sur le réchauffement climatique du à la consommation massive des énergies fossiles, cela devient une évidence de chercher d'autres façons de se déplacer, collectives, écologiques et non exclu antes. Là encore en matière de déplacements comme dans d'autres les préceptes devraient être : sobriété, collectivité, solidarité, écologie.

C'est ce qu'essayent de mettre en oeuvre Carole Rongiconi, Albert Maréchal et Xavier Bragoni, tous trois actuellement gérants bénévoles du garage RMB à Brignoles dans le Var. En 2003 et 2004 ces deux anciens responsables d'insertion se lancent dans un projet axé autour de la mobilité pour ceux qui ont des difficultés de déplacements, personnes âgées, personnes isolées, précaires.

Le projet se bâtit autour de trois idées : faciliter l'accès d'allocataires de minima sociaux à des véhicules en bon état, embaucher des salariés en insertion et les engager dans des parcours de qualification, assumer la démarche entrepreneuriale d'un véritable garage.

Pour ce faire, Albert et Xavier créent RMB, une entreprise d'insertion en SARL, pour être clairs avec la concurrence et avec leur acvitié commerciale. Ils apportent tous les deux sur leur deniers personnels le capital de départ, preuve que l'insertion n'est pas contradictoire avec un vraie démarche économique et que la prise de risque vaut le coup.

En novembre 2004, la DDTEFP signe les conventions des emplois aidés. La DDTEFP dans le cadre du Fond Départemental à l'Insertion apportera une aide de 15 000 euros, le Conseil régional les aidera à hauteur de 15 000 euros en aide à l'emploi sur 3 ans maximum, enfin l'Etat à travers le FNADT (Fonds national d'aide au développement des territoires) leur accordera 5 000 euros, Grand absent : le département du Var, pourtant intéressé à priori par la démarche.

Après avoir trouvé un local qui se prêterait à devenir un garage, les travaux commencent en respectant les normes d'un garage. Le budget de mise en conformité des locaux et le matériel spécifique, pour permettre de travailler en mécanique générale, se monte à plus de 45 000 euros, auto financé par la SARL car les banques ne veulent pas s'engager sur une structure naissante !

Le garage embauche quatre salariés, deux mécanos en insertion, un chef d'atelier et une personne pour l'accueil des personnes orientatées par les services sociaux dans le cadre du l'aide à la mobilité.

Dès le départ le garage développe son activité en deux volets. Un volet « garage classique » ouvert aux particuliers qui viennent faire entretenir leur véhicule, et un volet « d'aide à la mobilité » destiné à des personnes orientées par des services sociaux. Pour ces clients-là, l'accueil et l'écoute sont personnalisés.

Sur le volet « mobilité » de son activité, RMB a mis en place trois services : de la vente de véhicules à bas prix disposant d'un contrôle technique valide, de la location de véhicules, de la réparation. Le tout à prix adapté : un RMIste peut louer un véhicule pour 20 euros par jour assurance comprise, avoir 20% de remise sur les réparations de son véhicule, acheter une voiture à bas prix avec un paiement en quatre fois sans frais.

Mais au bout de 10 mois d'activité le volet mobilité ne fonctionne pas vraiment. Les bénéficiaires n'affluent pas, signe que le service proposé par RMB ne se fait pas connaître suffisamment par les personnes concernées. Le service de location à bas prix a été arrêté car il coûtait cher en voitures immobilisées.

« Nous avons eu peu d'orientation de personnes qui ont des problèmes de mobilité par les partenaires institutionnels. Malgré les multiples réunions avec eux, les partenaires locaux et le département du Var n'ont pas mobilisé suffisamment leurs travailleurs sociaux qui ne connaissent pas où n'orientent pas auprès de notre garage des personnes qui ont des problèmes de mobilité » confie Albert Maréchal. Pourtant la CLIE (Commission locale d'insertion par l'économique), qui dépend du département, a validé le projet de RMB.

Après maintes rencontres, le département du Var avait promis oralement une aide substantielle au garage RMB, annulée en dernière minute 8 mois après, alors que les budgets étaient déjà engagés !

« Le department doit bloquer sur le fait que RMB est une SARL, alors que les entreprises d'insertion peuvent être en association en nom propre ou en SARL ! ».

Le volet garage classique, lui, fonctionne bien. Il faut dire que les tarifs affichés par RMB sont attrayants : une heure de main d'œuvre en mécanique lourde est à 37 euros TTC et 33,5 euros pour l'entretien courant.

« Les clients savent qu'on est un garage d'insertion, on l'affiche sur nos prospectus. Les clients fidèles reviennent pour la qualité du travail » précise Albert.

RMB est un exemple de plus qui pourrait nous faire croire que les bonnes idées dérangent. Mais la résignation n'est pas le genre de la maison : « nous n'abandonnons pas l'idée du volet mobilité, car le besoin de pouvoir se déplacer sans rouler dans des épaves est très fort pour de nombreuses personnes en situation précaire dans la région. Nous avons un travail de communication à faire auprès du public et des travailleurs sociaux, mais il faut aussi que le département qui a en charge l'insertion se mobilise ! »

Les entrepreneurs n'avancent pas à l'aveuglette, Xavier Bragoni est un ancien conseiller en insertion dans une mission locale et Albert Maréchal était éducateur de prévention spécialisée . « Nous sommes connus sur le territoire de Brignoles» assure Albert Maréchal. Et Ils savent tous deux que les personnes en difficultés d'insertion ont de forts besoins en matière de mobilité.

Chemin de la Burlière
83170 Brignoles
✆ 04 94 59 82 15

Yves Michel, alter-éditeur

BARRET S/MÉOUGE (**05**)

La Dynamo : Comment devient-on éditeur d'un autre type ?

Yves Michel : Plusieurs sujets m'intéressent depuis longtemps : l'alimentation saine et bio, la participation citoyenne, l'égalité, les luttes sociales... J'ai une « fibre sociale » depuis mon adolescence, je faisais des pétitions dans mon entourage. En 1983 j'ai créé les Editions Souffle d'Or, parce que je trouvais nécessaire de partager sur des techniques de santé et de développement personnel ainsi que certaines réflexions. Et les livres sont un bon moyen de passer des idées « autres ». Fin 1999 sont nées les éditions Yves Michel, où je publie des témoignages, des pistes de réflexions pour prendre en main notre destin collectif face à la normalisation et au rouleau compresseur de la mondialisation.

La Dynamo : Vous êtes un défricheur d'alternatives à la société de consommation ?

Y. M. : C' est drôle parce que j'ai justement écrit un livre qui s'intitulait « Le périple d'un défricheur d'idées »[1]. Je cherche en permanence des alternatives, je fouille et quand je trouve quelque chose d'intéressant, je veux le faire partager à d'autres. L'entraide et la solidarité sont nécessaires pour dépasser l'individualisme ambiant. Nous avons sur ce sujet publié un témoignage passionnant « Chronique d'une alliance » de Alastair Macintosh , qui raconte la situation d'une communauté en Ecosse asservie à un noble qui possède les logements et les terres, et héberge les gens comme des serfs. Par dessus cela, l'île voisine doit être rasée pour y construire une carrière par une cimenterie. Les habitants se sont mobilisés, en empruntant différents chemins, écologie, poésie, racines druidiques, mobilisations dans la rue. Ils ont réussi à racheter la terre ainsi que l'Ile et ont fait abandonner le projet de carrière. Il y eu une large prise de conscience de la population qu'ensemble ils devenaient fort et que vivre dignement sur son territoire est légitime. Par cette démarche non violente et déterminée ils ont abouti à une victoire sociale et écologique, ils se sont émancipés. L'auteur raconte tout cela de façon passionnante, voilà un exemple de livre qu'on voudrait faire connaître à d'autres.

> « il est temps que l'économie solidaire fasse son **coming out !** »

La Dynamo : Qu'est-ce que l'économie alternative et solidaire pour vous ?

Y. M. : Je fais un rapprochement entre la devise républicaine et les 3 sphères de la vie humaine :

la liberté renvoie à la culture, l'égalité renvoie au droit c'est à dire à la politique, et la fraternité renvoie à la solidarité et à l'économique. Je crois que la fonction de l'économie est de donner une place à chacun et de satisfaire les besoins élémentaires de tous. Les responsables de l'économie l'ont transformé en outil de pouvoir et de domination. Une grande partie de l'humanité vit dans la misère du fait que des puissants ont organisé un hol-up sur les richesses mondiales. L'économie alternative et solidaire est une façon de réconcilier ces 3 sphères, car elle prend en compte les plus faibles, et crée du bien-être pour chacun. C'est un capital humain, une richesse sociale, qui ne se mesure pas en chiffres dans un compte en banque, mais en biens et services concrets. Le capitalisme, en plus du hold-up sur nos richesses, a instauré une « cruelle méprise » sur la signification même de l'idée de richesse, il faut rétablir du bon sens sur ce sujet.

La Dynamo : C'est le sens du travail du collectif « Nouvelles Richesses »...

Y. M. : Oui, j'ai suivi de près le rapport « reconsidérer la richesse » de Patrick Viveret. Ainsi que le collectif TP/TS[3]. La transformation de la société passe aussi par notre transformation personnelle. En commençant par accorder davantage de place à des valeurs spirituelles qu'à des valeurs matérielles dans nos vies. Nous vivons une dictature du « politiquement correct », où seul le modèle consumériste et matérialiste existerait. Tout ce qui emprunte d'autres valeurs passe souvent mal. Du coup c'est presque une honte de vivre comme on le réclame, alors que la honte devrait être sur le système capitaliste dominant qui gâche les ressources et exploite les humains. Il est temps que l'économie solidaire fasse son « coming-out » !

Propos recueillis par Cédric Lefebvre

[1] Le Périple d'un défricheur d'idées, Yves Michel, éd. Souffle d'Or, 150 p., 13 euros
[2] Chronique d'une Alliance, Alastair Macintosh, éd. Yves Michel, 352 p., 22 euros
[3] Transformation personnelle / transformation sociale : www.interactions-tpts.net

éditions Yves Michel

Editions Yves Michel / Souffle d'Or
BP3 – Le Paroir
05300 Barret s/Méouge
✆ 04 92 65 10 61
contact@souffledor.com
www.souffledor.com

Autour du réseau

Piles de Marseille : 3ème forum des initiatives solidaires

Le Piles de Marseille a organisé pour la troisième année consécutive le Forum des Initiatives solidaires le 22 novembre dernier. Cette manifestation, met en valeur des initiatives d'économie solidaire présentes sur le territoire en mettant l'accent sur la rencontre et les temps d'échange entre les porteurs de projet, les acteurs de terrain et le grand public.
Le matin s'est tenu un Groupe d'Appui, lieu de rencontre entre porteurs de projet et acteurs locaux (institutionnels, financeurs, partenaires associatifs, entrepreneurs,...). Quatre projets ont été présentés aux membres du Groupe d'Appui : le Recyclodrome (projet de recyclerie-ressourcerie à Marseille), le projet K17 (collectif d'artistes avec un projet économique sur le lieu de l'ancienne caserne Consolat-Mirabeau à Marseille), le projet Capalonga (création d'une marque de vêtements équitables en lien avec les Philippines) et La Ferme à Spiruline de Vincent Rioux (voir encadré sur cette page). Ce dernier a reçu un prix décerné par le Groupe Chèque Déjeuner.
L'après-midi, le forum ouvert au public a permis la rencontre des initiatives et des entrepreneurs solidaires du territoire. Une trentaine d'acteurs et de structures intervenant dans le champ de l'économie solidaire étaient présents, ce qui a permis des rencontres et des échanges fructueux.

Nous remercions vivement les membres du Groupe d'Appui venus nombreux à cette occasion, les porteurs de projet pour leur présentation dynamique et toute l'équipe d' « En Visages » pour le buffet qu'ils nous ont préparé.

Aurélien Delsol
accompagnateur au Piles de Marseille

Vincent Rioux, cultivateur de spiruline

BARRET S/MÉOUGE (**05**)

lauréat du forum du Piles de Marseille 2005

Si vous ricanez en lisant ce titre, c'est certainement que vous ne connaissez pas la spiruline. Car la spiruline est une micro-algue d'eau douce dont les vertues pourraient faire ravaler leur sourire aux moqueurs.
Cette algue microscopique bleu-vert connue depuis des lustres en Afrique et Amérique du Sud, a été mise au goût du jour dans les années 70 et abandonné rapidement, puis redécouverte. Elle a la forme d'une minuscule spirale, d'où son nom, et se développe dans les lacs. Elle contient près de 70% de protéines, soit deux fois plus que le soja ou la levure de bière, et trois fois plus que le poisson ou la viande maigre.
La spiruline est riche en bêta-carotène, en fer, en thiamine, en riboflavine, en magnésium et en protéines. C'est un aliment végétal très riche en protides. Le taux d'assimilation de ses protéines est 60% plus facile que celles de la viande et ne comprend ni graisse ni cholestérol. Elle contient de plus les 9 acides aminés essentiels à l'organisme dans des proportions parfaites, de la provitamine A, toutes les vitamines du groupe B (2 fois plus de vitamines B12 que le foie cru), de la vitamine E, des acides gras insaturés et de nombreux minéraux et oligo-éléments : du fer (45 fois plus que dans les épinards) du calcium, phosphore, magnésium, potassium, sodium, cuivre, zinc, manganèse et aussi de la chlorophylle. La spiruline est par ailleurs très facilement digérée.
Ce véritable concentré de protéines est destiné à être utilisé comme complément alimentaire dans de nombreuses préparations, qu'on retrouve abondamment dans les magasins d'alimentation biologique.
Mais c'est au Mali, début 2005, que Vincent Rioux a vu pour la première fois des bassins d'aquaculture de spiruline. Car la spiruline se destine naturellement à équilibrer l'alimentation des populations mal nourries.
Tout fraîchement formé à l'agronomie et à l'administration des entreprises, Vincent se pique de curiosité pour cette algue et rentre en France avec l'idée farfelue de faire de la culture de spiruline. En mai il aidera un ami à mettre en place sa ferme à spiruline dans la région de Nyons (Drôme Provençale). Puis il s'attaquera à son projet : une ferme à spiruline à Aubagne.
« En mars 2005, je suis arrivé au Piles de Marseille avec un projet que j'essayais de m'approprier. L'apeas m'a aidé à dégrossir mon idée, et à canaliser mon action car je partais dans tous les sens ! ».
Estelle, l'éveilleuse d'initiatives du Piles a vu arriver Vincent avec 2 pages de projet et a entamé un travail de fond pour extraire ses motivations et ses valeurs et les replacer dans un parcours possible : « réussir à se raconter soi-même pour comprendre pourquoi on en arrive à entreprendre de cette façon. Vincent était un peu avancé sur le plan technique de son projet, il portait en lui des valeurs mais ça ne faisait pas partie de son projet. J'ai l'ai aidé à replacer ses valeurs dans son projet professionnel pour mettre en adéquation pratiques et valeurs. »
Elle l'aidera à rassembler des informations sur l'environnement du projet. Pour la partie agricole c'est l'Adear (Association pour le développement de l'emploi agricole) qui accompagnera Vincent. Les porteurs de projets butinent auprès de plusieurs structures d'accompagnement avant de trouver celle qui leur convient. « L'Adear m'apporte de bons conseils techniques. Avec le Piles j'ai une grande proximité et son fonctionnement en réseau m'a permis de rencontrer d'autres porteurs de projets. Mon projet est le résultat de toutes les interactions que j'ai eu avec d'autres personnes, c'est comme un cercle vertueux, un réseau d'échange de ressources très stimulant ». Le porteur de projet doit être autonome, les accompagnateurs du Piles prennent garde à ne jamais faire à leur place.
Une étude de marché réalisée par questionnaire auprès de 23 boutiques et/ou restaurants bio sur Marseille et Aubagne, révèlera que 74% des commerçants interrogés vendent de la spiruline, que 65% seraient prêt à lui en acheter (parce que c'est une production locale). Sur les 23 questionnaires, seulement 9 personnes ont pu estimer leur vente : les 2/3 vendent moins de 5kg par an de spiruline, et une boutique en vend plus de 15kg par an. La demande de Spiuruline existe et devrait se développer avec l'essor de la consommation saine.
Vincent bénéficie d'un terrain de 1500m2 à Aubagne, prêté par un agriculteur à la retraite, le père d'un copain de lycée, dont les enfants ne reprennent pas l'exploitation. Devant le nombre croissant de terrains agricoles en friche, celui-ci lui a offert deux années de loyer pour l'encourager dans son projet. Des bassins d'aquaculture de 200m2 seront construits début 2006 sous serres ainsi qu'un petit laboratoire pour effectuer la transformation et le conditionnement du produit. La production commencera véritablement en juin 2006, Vincent envisage de produire 140 kg pour cette première année.
Pour ce qui concerne les aides, Vincent a présenté son projet à Capital Local Solidaire géré à Marseille par MSD (Marseille Services Développement). Il a également participé au Défi Jeunes qui lui a octroyé 6000 €. Il a également obtenu 3000 € d'aide de la région Paca, en tant que jeune agriculteur en installation.
Pour la communication, il suit une formation à la création de site web à la MJC d'Aubagne et fait des interventions dans des restaurants bio et équitables sur les vertues de la spiruline.
Il n'existe que quinze producteurs en France, la plus ancienne ferme à spiruline située dans la région de Lodève n'a que 7 ans. Vinvent a aussi visité une ferme à spiruline vers Toulon dont le producteur a commencé à produire en 2005. Ce dernier lui a proposé de l'aider dans la mise en place de son installation. « L'entente cordiale qui peut exister entre les producteurs de spiruline du sud de la France est très importante pour moi».
En mars 2006 il participera au colloque panafricain sur la spiruline à Agadez au Niger, pour améliorer sa connaissance et rencontrer d'autres producteurs. Et aussi mesurer le chemin parcouru et confirmer que son idée de départ n'était pas si farfelue.

Vincent Rioux
18 Chemin du Petit Pin Vert
13400 Aubagne
rioux_vincent@yahoo.fr

La production s'effectuera dans la plaine agricole d'Aubagne (Saint-Pierre-les-Aubagne) sur un terrain agricole doté d'une serre tunnel sous laquelle prendront place plusieurs bassins de production.

Une fois les bassins en production, la récolte de spiruline peut enfin commencer. Il s'agit de filtrer la spiruline afin de récupérer une pâte verte homogène que l'on va presser afin d'enlever un maximum d'eau.

Une fois pressée, la spiruline est mise sous forme de spaghetti puis elle est séchée sur un film type moustiquaire à l'intérieur d'un séchoir solaire. Une fois sèche, il suffit de casser les spaghettis pour obtenir le produit fini : les paillettes. Cette méthode a été éprouvée par d'autres producteurs de spiruline installés autour de l'arc méditerranéen (de Nice à Perpignan).

Philippe Arioli, militant multi-cartes

MEYRARGUES (13)

Pour revenir aux origines de Tout Naturellement, il faut remonter loin. Car l'instigateur de cette coopérative de consommateurs, PhiLiP Arioli, est ce qu'on pourrait appeler un vieux briscard de l'écologie et de la solidarité, pour lequel autogestion et alternatives ne doivent pas être de vains mots.

Agir ici et maintenant, tout naturellement…

Tout Naturellement est né en février 2001 sous forme associative, de l'initiative de membres d'Attac Aix, qui ressentaient une situation d'inconfort dans ce groupe. Pas un désaccord sur le fond avec Attac, mais bien un désaccord de méthode : pour que le monde ne soit pas une marchandise, la vigilance et la dénonciation des dérives du capitalisme doivent aller de pair avec la construction d'alternatives concrètes à ce système. Comme beaucoup d'autres, ils ne voulaient plus attendre le changement et continuer à constater les dégâts écologiques et humains du capitalisme dans nos régions comme dans les pays du Sud. C'est pour agir ici et maintenant, que Tout Naturellement est né, avec comme leitmotiv de se réapproprier notre devenir en construisant des alternatives dans toutes les dimensions de nos vies : alimentation, énergies, éducation, culture, santé, déplacements...

Lip, l'autogestion, l'installation à la campagne, les groupements d'achats…

PhiLiP est né dans le Jura, il a grandi à Besançon, où dans les années 70, comme tous les jeunes de la région, il se pose la question de savoir de ce qu'il va devenir : « la case chômage était inévitable ». Quand l'usine de fabrication de montres LiP a fermé ses portes, PhiLiP, qui sortait avec pertes et fracas de l'école militaire de Saint-Cyr, s'est fait embaucher comme dessinateur pour rejoindre le mouvement ouvrier autogestionnaire qui avait repris l'usine. Une période où il apprendra ce que coopérer dans le travail peut vouloir dire, avec ses réussites et ses difficultés. Dans le courant des années 70, il suit le mouvement post soixante-huitard d'installation à la campagne. En 76, avec une quinzaine de couples, il s'installe en Haute Saône, pour fuir la vie de con du métro-boulot-dodo que lui réservait le travail à l'usine et ne pas « perdre sa vie à la gagner ». Inventer d'autres façons de vivre ensemble, mais pas en communauté comme beaucoup s'y sont essayé. Attentifs aux mises en garde de René Dumont, qui quarante ans avant tout le monde mettait en garde contre les nuisances de notre développement, et particulièrement de l'agriculture productiviste, la première étape pour PhiLiP et ses amis était d'accéder à une alimentation saine. Ils partent à la recherchent d'agriculteurs dans la région qui veulent bien passer en bio, en leur proposant un débouché de dizaines de consommateurs prêts à s'approvisionner chez eux en pré-achat, une aubaine pour un agriculteur. Ils se constituent alors un solide réseau, « je me voyais partir avec mon estafette bourrée à craquer de bons produits, légumes, fromages et viande que je distribuais en cours de route à des groupements d'achats, jusqu'à Arles où je chargeais du riz bio Bongrain que je remontais » se rappelle PhiLiP.

Dans les années 80, il enchaînera des « vrais » boulots comme les aiment les banquiers : directeur commercial, responsable marketing pour d'importantes sociétés de menuiserie. Il finira même par travailler pour l'industrie du luxe, où il vend du rêve consumériste et « compos[e] avec l'acceptable et l'inacceptable ». La prise d'otage dont il sera victime agira sur lui comme un électrochoc, « ça a fait tilt dans ma tête ».

« Les années 80 sont les années de tous les reniements, Mitterrand, Reagan, Thatcher, l'avènement de l'argent roi, la société de consommation, l'individualisme triomphant... Le seul plaisir que m'a donné Mitterrand, c'est de me gracier de 5 ans de privation de droits civiques pour insulte à l'armée ! ».

En 97, Il quitte la Franche-Comté et s'installe dans le pays d'Aix et deux ans plus tard fera un petit tour par l'Apeas. « J'étais membre du REAS depuis son origine au début des années 80, mais pas actif. » Il s'investit dans la préparation du congrès national du REAS à Marseille en 1998. C'est dans cette période là qu'il retrouvera des gens qui lui conviennent mieux. En 1999, il participe à la naissance d'Attac Aix, en pleine montée en puissance d'Attac. La suite, on la connaît.

l'Autre Marché

« Quand on a créé Tout Naturellement, notre première étape a été l'alimentation, qui nous semblait un enjeu majeur en tant qu'éco-citoyens, mais on avait dès le départ l'intention de gagner d'autres terrains » se rappelle PhiLIP.

Tout est parti de l'appel à projets « Dynamique Solidaires », lancé en 2001 par Guy Hascoët, alors Secrétaire d'Etat à l'économie solidaire. « On avait réalisé une étude de marché sur le marché alimentaire de qualité du marché aixois. Notre étude a révélé que 10% des 200 000 habitants du Pays d'Aix en Provence, soit 20 000 habitants, pouvaient être intéressés, montrant l'opportunité de créer un marché local en circuits courts par système de paniers alimentaires biologiques. On a rassemblé des citoyens désireux de s'approvisionner en produits sains directement auprès des producteurs en créant une coopérative d'achats. ». Ils l'appelleront « l'Autre Marché ». Les paysans rencontrés pendant l'étude, qui ne sont pourtant pas es militants dans l'âme, se sont vus proposer un système de vente avec pré-achat, que la plupart ont accepté.

La coopérative, compte aujourd'hui 200 adhérents pour le volet alimentaire, dont 33 paysans. Au lancement de la coopérative, en novembre 2003, 80 paniers étaient distribués, aujourd'hui ce sont 150 paniers qui circulent chaque semaine. Face à la demande qui explose, les inscriptions sont bloquées, car la coopérative ne veut pas y perdre son âme. Tout est mutualisé et planifié : le programme agricole est fait deux fois par an entre les consommateurs et les producteurs. Ensuite la répartition des cultures est faite entre les producteurs, ce qui les oblige à coopérer entre eux. « Nous mettons en relation 33 paysans et 200 consommateurs, il n'y a pas de relation duale entre des consommateurs et un agriculteur, cela oblige à avoir un fonctionnement coopératif » précise PhiLiP. Constituer des paniers avec une bonne diversité de légumes demande beaucoup de travail de la part de l'agriculteur. Tout Naturellement a voulu mutualiser l'effort entre les paysans, en leur garantissant un revenu, et permettre aux consommateurs d'avoir un panier diversifié.

Pour garantir l'indépendance des producteurs, la coopérative a fait le choix de ne pas acheter plus d'un tiers de la production d'un même producteur.

Une corne d'abondance

Sur les 33 producteurs, 10 sont des maraîchers et 23 sont des producteurs de produits autres, disponibles en plus du panier sur catalogue : bière La Cornue, farine de Grans, viandes de la région, poids chiches de Barjols, lentilles de Valensole... « Pour le pain bio, les trois intervenants de la filière sont membres de la coopérative : un producteur de blé livre à un meunier qui livre à un boulanger ; on a une traçabilité totale ! » se réjouit PhiLIP. Un catalogue de 240 produits, dont les producteurs sont installés à moins d'une heure et demie de voiture de Tout Naturellement, par volonté de diminuer les coûts de transport, écologiques et financiers. Trois exceptions à la règle : le comté, le lait de vache et le beurre qui viennent du Jura (100 kg par mois sont écoulés !), les châtaignes qui viennent d'Ardèche et des produits alimentaires complémentaires fournis par Artisans du monde. Le panier hebdomadaire de base est à 18 euros, et 16 euros pour les bas revenus. D'autres produits seront bientôt disponibles dans le catalogue, en plus des 240 produits déjà proposés : produits cosmétiques bio Weleda, lessive bio Sonett.

Actuellement environ 30 consommateurs arrivent à se passer du supermarché pour les aliments et bientôt pour toute leur consommation.

Pérennité financière

La coopérative d'achat, qui rassemble consommateurs et producteurs, est une association de fait (non déclarée en Préfecture), non fiscalisable. Tout Naturellement est une association déclarée qui gère la coopérative d'achat, en prélevant 15% sur les prix payés par les consommateurs, pour couvrir les frais de fonctionnement entre membres de la famille coopérative. Chacune des activités coopératives dispose de son propre compte bancaire, la comptabilité est analytique. L'Autre Marché a bénéficié d'aides à l'emploi pendant trois ans, et devient maintenant autonome en pérennisant le poste de permanent sur ses fonds propres.

Alter-Amap ?

L'Autre Marché, a démarré fin 2001 en même temps que les deux premières Amap à Aubagne et Toulon. Ces deux initiatives ont été soutenues au même moment par l'appel à projets « Dynamiques Solidaires » de Guy Hascoët. « Quand nous avons déposé notre dossier au Secrétariat d'Etat à l'économie solidaire, on ne savait pas encore que Alliance Provence venait de faire la même chose » se rappelle PhiLiP.

Le fonctionnement en coopérative d'achat oblige à instaurer un dialogue permanent entre un groupe de producteurs et de consommateurs, mais aussi entre les producteurs et entre les consommateurs. Ce qui oblige à sortir des comportements consuméristes. Ce que ne permettent pas toujours les Amap, où l'on constate parfois que les comportements individualistes et dénués de sens peuvent être très présents : des producteurs en situation de force qui imposent leurs productions et leurs prix et des consommateurs qui se « servent comme au supermarché ».

Pourtant pas de concurrence entre les deux démarches pour PhiLiP, qui les voit plutôt comme complémentaires, « les Amap sont un formidable pas en avant pour la consommation responsable, si l'on veut faire sortir les gens des supermarchés, plus il y a de circuits-courts, mieux ce sera ! ».

L'énergie solaire ? Tout Naturellement Solidaires !

Depuis quelques temps, Tout Naturellement développe deux autres pôles d'activité autour de l'énergie et de l'habitat. Tout Naturellement Solidaires est une coopérative d'achat déclarée, née pour permettre l'accès aux équipements solaires à des prix raisonnables. La coopérative importe du matériel d'un fabricant grec de panneaux solaires thermiques conformes aux normes européennes.

Mais dans le domaine du solaire, l'achat de matériel n'est pas tout, la pose requière un peu de technicité et rebute plus d'un ménage à s'installer vu les coûts prohibitifs pratiqués par les installateurs. « Nous avons formé un des membre de la coopérative à l'installation de matériel solaire. Du coup la coopérative peut vendre des services de pose soit « clés en main », soit en accompagnement professionnel d'une personne qui se lance elle même dans l'installation pour diminuer les coûts » précise PhiLiP.

Côté tarifs, la coopérative d'achat achète hors taxe et à prix d'usine en Grèce à moins 43% et prend 20% pour frais de gestion. Le consommateur peut se procurer un équipement à prix d'usine moins 23%. « On a calculé que 4m2 de capteurs solaires sélectifs plus un ballon de 200 litres plus l'installation en thermo siphon par Tout Naturellement Solidaires revient à 3 900 euros, et si l'on déduit le crédit d'impôt de 1 000 euros l'équipement posé reviendra à 2 900 euros TTC », soit environ 50% de moins que par les filières classiques.

Bientôt Tout Naturellement Solidaires embauchera un animateur technique et commercial. En attendant, la Région Paca lui verse une aide à l'emploi et cette nouvelle activité est également soutenue par le Conseil Général des Bouches du Rhônes, au titre des nombreuses initiatives solidaires que génère Tout Naturellement.

Auto-éco-construction non spéculative

Partant d'un questionnement sur ce qu'habiter peut signifier, et comment l'habitat peut influer sur nos vies, Tout Naturellement porte actuellement un projet, déjà avancé, de créer un éco-site en Paca. Un éco-site qui se décompose en 4 segments : un segment « agriculture », un segment « activité économique solidaire et écologique » avec 4000m2 de locaux d'activités de services et de productions, un segment « éco-hameau » avec des habitations mixant les différentes catégories sociales et culturelles, et un segment tourisme vert et éthique avec notamment un camping et un hôtel.

L'ensemble des constructions sera bâti au minimum aux normes HQE (Haute qualité environnementale), largement insuffisantes selon PhiLIP, et intégrera au maximum les méthoide de l'écoconstruction (ossature bois, isolation en paille et chanvre, terre crue...), et se conformera au Minergie .

Pour l'heure, sept structures, associations et coopératives, sont parties prenantes de l'éco-site dans le collectif Attitudes Solidaires.

La volonté est de montrer qu'il est possible d'innover dans un secteur hyper spéculatif, en proposant une approche coopérative et solidaire de l'habitat semi-collectif et de l'activité, regroupés sur un même lieu.

Le démarrage probable des travaux est prévu en 2006.

Parallèlement à la mise en place d'actions concrètes Tout Naturellement n'oublie par pour autant de réfléchir et d'échanger sur les thématiques de l'éducation populaire, en organisant régulièrement (tous les 2e samedi de chaque mois) des rencontres débats, tables rondes festives, ouverts à tous...

« Se réapproprier notre devenir d'éco-citoyen » disait PhiLiP.

Tout Naturellement
Maison des alternatives solidaires
CD 561 - 13650 Meyrargues
✆ 04 42 63 47 78
toutnat@wanadoo.fr

Ecco Mondo, boutique de commerce équitable

TOULON (83)

C'est une boutique du centre ville de Toulon, située dans une rue piétonne, on y vient parce qu'on la connait ou parce que la vitrine intrigue et qu'on y trouve toute sorte de produits provenant du commerce équitable et biologique : des cosmétiques, des vêtements, de l'alimentation, des bijoux et de l'artisanat. Et un accueil simple et convivial.

Au départ, Nathalie Banchet et Marie-Laure Grelet se sont retrouvées en 2004 autour d'un projet de commerce bio et équitable.

Nathalie a une expérience du commerce, dans un tout autre créneau, comme ancienne responsable d'un magasin de hard discount (Lidl). Si cela lui a appris les principes de la gestion d'un magasin et des stocks, c'est aussi là qu'elle a pris conscience de l'exploitation permanente des salariés qu'organise la grande distribution. « La recherche de productivité à tout prix entraine un traitement inhumain des salariés. Les produits vendus par les hard discounter sont achetés aux plus bas prix, pour le malheur des producteurs et des consommateurs » confie-t-elle. Il y a quatre ans, suite à un accident du travail, elle décide de se réorienter. Elle veut ouvrir son propre commerce, comme pour prouver que le commerce peut être doux avec les humains et avec la nature. Entre temps elle vendra de l'artisanat sur des marchés.

Marie-Laure, elle, après avoir arrêté de travailler pour se consacrer à ses enfants, avait envie de se mettre à son compte, de monter sa propre initiative pour devenir modestement sa propre patronne.

Toutes deux ont toujours eu des convictions fortes, mais il manquait la possibilité de les mettre en pratique.

Les deux porteuses de projet ont bénéficié de l'appui méthodologique de l'Attir, une plateforme d'initiatives locales. Une étude de marché conséquente a été réalisée pendant plusieurs mois, avec l'appui de l'IRCE (institut régional création d'entreprise).

C'est au sein du Covaceq[1], le Collectif varois de commerce équitable, qui regroupe une quarantaine d'acteurs du commerce équitable du Var et d'ailleurs, que Nathalie et Marie-Laure ont rencontré Jean-paul et Françoise Astier, un couple de retraités militants. Ceux-ci avaient décidé d'investir intelligemment un pécule en achetant et rénovant une boutique en centre ville de Toulon pour la destiner au commerce équitable.

En mars 2005 le magasin ouvre sous la forme d'une SARL. Les deux instigatrices ont fait le choix de ne pas se salarier pendant un an, pour privilégier l'investissement dans un stock conséquent, et présenter au public un large éventail de produits. C'est ce qui donne au visiteur l'impression d'un magasin bien achalandé, qui recèle de trésors à découvrir. Ici on est dans un local commercial attrayant, qui affiche clairement ses valeurs, et pas dans un ghetto militant où l'on vend davantage de bons sentiments que de la transformation sociale.

D'ailleurs le discours des entrepreneuses est clair, le commerce équitable, c'est une façon de changer l'économie.

Pour Marie-Laure, « le commerce équitable c'est surtout de l'alimentaire, et on voudrait justement l'élargir aux autres biens de consommation courants : vêtements, cosmétiques, vaisselle... Le rayon vêtements va d'ailleurs s'élargir, il y a beaucoup de demande ». Il faut dire que le dessin des vêtements bio et équitables a beaucoup évolué, des marques récentes comme Ideo[2] pour des vêtements cotons, Seyes[2] avec ses pulls haut de gamme ou encore les baskets Veja[2], ont sorti les vêtements bio et équitables de leur image « médiévale ».

Pour ce qui est de changer l'économie, Nathalie, croit que le commerce équitable c'est aussi une façon de réinventer des circuits économiques locaux. « Quand on parle de commerce équitable on pense aux échanges Nord / Sud, or il existe énormément de petits producteurs dans nos régions qui travaillent en respectant la nature et les droits sociaux, et n'arrivent pas à écouler leur propduction. Nous avons voulu leur donner une place dans notre magasin. Par exemple on vend du cidre fermier d'un GAEC normand, des huiles essentielles fabriquées à Alès dans le Gard, du philtre d'amour du Perche, du Beuk Cola fabriqué en Bretagne... » Et pourquoi pas plus tard des agrumes du pays mentonnais, de l'huile d'olive du pays varois, et du savon de Marseille, labellisés bio et équitables ? Ce qui importe à Nathalie et Marie-Laure, c'est la confiance qu'elles ont dans les labels. Elles veulent pourvoir lire la traçabilité de chaque produit, et bataillent avec les distributeurs qui manquent parfois de transparence.

1 Covaceq : www.varoisequitable.online.fr
2 Seyes : www.seyes.fr – Idéo : www.ideo-wear.com - Veja : www.veja.fr

Ecco Mondo
27 rue des Boucheries
83000 Toulon
✆ 04 94 21 12 68
eccomondo@yahoo.fr

L'Ilot Saveurs, restaurant bio et dynamique

COGOLIN (83)

Pour comprendre l'histoire de l'Ilot Saveurs, il faut faire un détour par le chemin que Magali (50 ans) et Emeline (28 ans), ont pris pour arriver à ce restaurant biologique de Cogolin dans le Var. Ce chemin est lié à leur histoire personnelle.

Pour Magali, l'aventure commence en 1990 à la suite de la naissance de sa fille Fanny, allergique aux protéines animales, pour qui il lui faut trouver des substituts au lait de vache, aux oeufs et autres aliments allergisants. C'est ainsi qu'elle découvre le monde de l'alimentation bio et la Biocoop Aquarius à Annecy. En 1991, un drame personnel va déclencher chez elle l'envie de changer de vie, de faire le saut. Une manie qu'elle gardera. Soignée entièrement avec des médecines douces (réflexothérapie, massages, sophrologie...), Magali ne deviendra pas « la femme cinglée qui a perdu un gosse ». « J'ai rencontré des gens qui m'ont aidé à comprendre comment et pourquoi j'en étais arrivée là » dit-elle. Un travail personnel, lui permet aujourd'hui de parler aussi sereinement de tous les sujets.

Ce changement de vie, elle le fera en travaillant dans un premier temps bénévolement pour Aquarius et en participant activement au réseau national Biocoop. A cette époque là, le réseau Biocoop était en plein essor, alors l'occasion se présente de devenir salariée du réseau. Magali deviendra animatrice des régions Rhône-Alpes et Sud Est. Le réseau continuant à se développer, de plus en plus de demandes arriveront à la fédarion Biocoop pour ouvrir des magasins. La décision est prise de recruter une deuxième personne chargée de l'animation de réseau, c'est Emeline qui sera embauchée. Ainsi a commencé leur chemin commun.

Emeline vient d'Ardéche, elle est née dans la « bio » ses parents étaient « chevriers ». Sa sœur continue aussi sa route dans la bio puisqu'elle travaille à Aubenas dans la Biocoop La Maison d'Olive. Une famille parfaite…

Depuis ce moment-là, elles relèveront tous les défis ensemble.

Quelques mois plus tard, deux personnes du Golf de Saint-Tropez les appelleront pour ouvrir une Biocoop à Cogolin. Sans le savoir une nouvelle aventure est en train de se préparer. En parallèle du magasin l'idée d'ouvrir un restaurant est déjà là. En décembre 2001 elles démissionneront de la fédération Biocoop, un peu sur un coup de tête, un peu par lassitude et beaucoup par envie de relever le défi. Elles se jettent donc à l'eau, et après trois mois de travaux, le restaurant biologique et végétarien ouvre enfin ses portes le 1er juillet 2002. Création d'une SARL avec au départ trois associées qui vite passera à 2. Nouveau défi, quand la cuisinière décide de les quitter en décembre 2002, elles se poseront sérieusement la question de continuer : elles ne sont pas cuisinières professionnelles et encore moins végétariennes. Là encore elle relèvent le défi et se mettent à la cuisine.

Leur credo : des produits de la région bio uniquement, pas de recettes, beaucoup de créations et une recherche de saveurs permanente. Côté cuisine tout est acheté en local, notamment par Naturdis, une plateforme d'approvisionnement. En 2005 l'activité de la société va pouvoir enfin trouver sa vitessse de croisière, « comme les banquiers aiment » plaisante Magali...

Le choix de consommer local est délibéré. D'abord parce que les denrées n'ont pas parcouru la moitié du globe pour arriver en cuisine, et ensuite parce qu'il est plus que nécessaire de présever un tissu socio-économique dans la région.

Mais l'envers du décor c'est qu'elles ont fait des choix pour pouvoir y arriver. N'étant pas de la région ni l'une ni l'autre, elles décident de tout mettre en commun pour diminuer les frais de vie, et soulager l'entreprise. De mars 2002 à septembre 2005, elles habitent sous le même toit, feront les courses en commun, mettront chacune de l'essence dans la voiture, paieront les factures ensemble... « Un jour en faisant nos comptes sur cette longue période, on a constaté qu'on avait dépensé la même chose à quelques euros prêt. Mais, nous suscitons beaucoup d'incompréhension par nos choix de vie qui sont atypiques. Tant pis notre expérience sur le plan humain est inestimable. »

Le restaurant de 100 m2 est divisé en deux salles, ce qui permet d'aménager à côté du restaurant un coin « salon de thé ». « En 2006, on veut sortir du monde la bio pour aller au devant de ceux qui ne connaissent pas, pour montrer la différence les aliments issus de l'agro industrie. On veut faire goûter aux gens pour instaurer un débat constructif sur l'alimentation et l'agriculture en France. On travaille sur la notion de commerce équitable, il faut déjà commencer par chez nous si nous voulons être crédible, on communique sur le fait que les denrées viennent de la région ».

Dans le restaurant, côté « salon de thé », une mini bibliothèque est en cours d'aménagement avec des dossiers d'information qu'elles ont réalisé pour les clients. « Notre nouveau défi pour les années à venir serait de monter une maison des associations à Cogolin, un peu comme ACS 2000 à Valbonne ».

D'ailleurs, le restaurant est pour les deux associées avant tout un lieu de vie et pas seulement un lieu de consommation.

En 2006, elles organiseront des cafés citoyens et des conférences, ainsi que des « samedi matin bavardages » une fois par mois et des cours de cuisine en collaboration avec une naturopathe. Emeline est en train de finaliser leur « feuille de chou » qui sera envoyée à tous ceux et celles qui le désirent avec le programme des activités et les infos de leurs partenaires.

Une bonne année en perspective. « Meilleurs Vœux du restaurant bio de la part de Magali et Emeline à tous les lecteurs et concepteurs de la Dynamo » dit Magali.

Ilot Saveurs
13 rue Hoche
83310 Cogolin
✆ 04 94 54 78 63
ilot-saveurs@wanadoo.fr

Mini Galerie
Pignon sur rue

La Case à Palabres
44 rue Pontis
13300 Salon de Provence
✆ 04 90 56 43 21
lacaseapalabres@free.fr

SALON DE THÉ – BOUTIQUE DE COMMERCE ÉQUITABLE

Ecco Mondo
27 rue des Boucheries
83000 Toulon
✆ 04 94 21 62 68
eccomondo@yahoo.fr

BOUTIQUE DE COMMERCE ÉQUITABLE

Equitable Café
27 rue de la Loubière
13006 Marseille
✆ 04 91 48 06 62
envisages@marsnet.org

SALON DE THÉ – BOUTIQUE DE COMMERCE ÉQUITABLE

Maison de l'Economie et du Développement solidaires
2, rue Louis Funel – Garbejaire
06560 Valbonne - Sophia Antipolis
✆ 04 92 38 94 26
acs2000@wanadoo.fr

DÉVELOPPEMENT SOLIDAIRE

Mondo Natura
53 rue Clément Roassal
06000 Nice
✆ 04 93 87 58 62
mondo.boutique@cegetel.net

BOUTIQUE DE COMMERCE ÉQUITABLE

Le Village (Compagnie Balin Balan)
51 rue Clément Roassal
06000 Nice
✆ 04 93 82 42 21
theatrelevillage@tiscali.fr

COMPAGNIE DE THÉATRE

La Mouansoise de Commerce Equitable
7 rue du Docteur Geoffroy
06370 Mouans Sartoux
✆ 04 93 75 14 05
m.c.equitable@wanadoo.fr

BOUTIQUE DE COMMERCE ÉQUITABLE

Un seul Monde à Marseille
32 rue Caisserie
13002 Marseille
✆ 04 91 91 83 06
unseulmonde@wanadoo.fr

BOUTIQUE DE COMMERCE ÉQUITABLE

Grain de Sable
34 rue du Baignoir
13001 Marseille
✆ 04 91 90 39 51
info@graindesable.fr

SALON DE THÉ – BOUTIQUE DE COMMERCE ÉQUITABLE

Piles de Nice (Pole d'initiatives locales d'économie solidaire)
38 rue Dabray
06000 Nice
✆ 04 93 82 51 59
pilesnice@wanadoo.fr

ACCOMPAGNEMENT À LA CRÉATION D'ENTREPRISES

CPE 06 (Cadres pour l'emploi) et Solidarnet
51 rue Clément Roassal
06000 Nice
CPE 06 : ✆ 04 93 88 73 29
cpe06@wanadoo.fr
Solidarnet : ✆ 04 93 87 90 30
contact@solidarnet.net

MUTUALISATION DES RESSOURCES POUR L'EMPLOI DES CADRES (CPE 06) ET AUTRES SALARIÉS (SOLIDARNET)

Energies Alternatives
53 rue Clément Roassal
06000 Nice
✆ 04 93 87 07 81
energies.alternatives.nice@wanadoo.fr

COOPÉRATIVE D'ACTIVITÉS ET D'EMPLOIS

Autour du réseau

Moteur ! La web tv marseillaise

C'est pour vous offrir un nouvel espace de diffusion indépendant et en marge des productions commerciales obéissant aux lois de l'audimat que l'association Images et Paroles Engagées a décidé de créer Moteur !.
Moteur ! est un des premiers termes de tournage et c'est un site de diffusion d'images. Cela suppose également une équipe dont vous faites partie. Espace indépendant, c'est à dire libre de tout pouvoir financier, commercial, politique et confessionnel ; mais qui se préoccupe des choses de la Cité.
Moteur ! se veut être un média participatif agissant dans la proximité, c'est à dire destiné a être approprié par toutes et tous ceux qui la font et la regardent. En ce sens, nous avons le souci d'une démocratisation de l'expression audiovisuelle locale. C'est à dire qu'il faut pour cela, mettre la télévision et la vidéo au service de la démocratisation, de la liberté et de l'égalité des droits.
Nous voulons ainsi montrer et favoriser l'expression des points de vue des gens d'ici sur la vie de nos villes, de notre région, de notre pays et de notre planète, promouvoir tout ce qui peut oeuvrer à la convivialité et au rapprochement des différentes communautés, catégories sociales et générations , ouvrir les fenêtres du monde, agir pour un développement local plus solidaire et soutenir les initiatives locales citoyennes.
Pour répondre à ces souhaits, nous nous engageons à diffuser toute image respectant l'indépendance envers tout pouvoir, la diversité des cultures, la laïcité, le respect de l'autre, les droits de l'homme et la lutte contre le racisme et les exclusions, l'égalité des droits entre les hommes et les femmes, l'éducation populaire, le pluralisme des opinions, l'information locale et l'investigation.

Si cela vous convient alors MOTEUR !
www.moteur-webtv.info

Moteur ! Contact : Jacques Becker - moteurwebtv@wanadoo.fr – ✆ 04 91 79 32 94 - ✆ 04 91 46 18 70 (Maison du Citoyen).
Images et Parles Engagées, 11 bd Jean Labro 13016 Marseille.

agenda

21 janvier – Brignoles (83)

Assemblée Générale constitutive du CLER Paca (Comité de Liaison des Energies Renouvelables). 14h à 18h.
Les associations Aere (Apt), Apte (Mérindol), Ame (Mérindol), Ecopolenergie (Gardanne), Le Loubatas (Peyrolles) et Toutnat (Meyrargues 13) vous invitent à l'asssemblée génrale constitutive du CLER Paca. Cette association regroupera des associations, des collectivités territoriales et des maîtres d'ouvrage collectifs. Au programme : les statuts, projet de lettres au Président Vauzelle pour soutenir la réalisation du projet d'Alter-Iter (152 millions d'euros), l'appel à projets pour des établissements scolaires pilotes, adhésions au Cler Paca, intervention d'un representant du CLER national, intervention d'Annick Delhaye, Vice-Présidente du Conseil Régional PACA, élection du Conseil d'Administration, pôt amical et expositions de matériels de démonstration, de dépliants...
Rendez-vous au cinéma rural de Brignoles (coté de la caserne de pompiers)
Renseignements : loubatas@educ-envir.org
toutnat@wanadoo.fr

11 & 12 fév. – Puyricard (13)

9 ème Salon de la vie saine et du développement personnel «Millepertuis et sariette».
80 professionnels de la vie saine exposeront leurs produits issus de l'agriculture biologique (fruits et légumes, huile d'olive, tapenade, vin, charcuterie, légumes, thés, produits du commerce équitable…), leurs produits d'hygiène de corporelle (appareils de massage, huiles essentielles, compléments alimentaires, cosmétiques naturels et bio), des produits de l'habitat écologique (briques monomurs, isolation en chanvre, laine de mouton, peintures écologiques). Retrouvez également des exposants dans le domaines des énergies renouvelables, des associations de protection de l'environnement, des thérapeutes. Entrée du salon gratuite, conférences 3 euros. Restauration bio sur place. Salle des fêtes de Puyricard, à 10 mn d'Aix en Provence. Renseignements : Pascale Grassi, Graines de Vie, ✆ 04.42.92.06.70, pascalegold@hotmail.com www.graines-de-vie.org

07 fév. – Marseille (13)

Réunion d'information sur les Cigales. 18h.
Vous êtes intéressé(e) par la création d'un Club d'Investisseur pour une Gestion Alternative et Locale de l'Epargne Solidaire (Cigales) sur Marseille ? Vous êtes porteur de projet ? Le PILES (Pôle d'Initiatives Locales d'Economie Solidaire) de Marseille organise pour vous une réunion de sensibilisation à cet outil de l'épargne solidaire. C'est l'occasion de vous informer sur les mécanismes de l'épargne solidaire et citoyenne, de nouer des liens, de débattre...
Source d'Informations sur les Cigales :
www.cigales.asso.fr
Rendez-vous dans les locaux de l'Apeas, 49 rue de Village, 13006 Marseille.
Renseignements : Véronique Branger, veronique.branger@apeas.fr - ✆ 04 91 99 02 40.

28 janvier – Aix en Provence (13)

Alter-ITER, répondre à l'urgence écologique et énergétique
Une journée de débats et de rencontres organisée par Les Verts et le Cedis sur " Alter-ITER ". « Alter-ITER » est une des réponses crédibles pour faire face à la fin du pétrole bon marché, à l'effet de serre et ses funestes conséquences en matière de changement climatique. Il y a urgence à mettre en oeuvre une politique énergétique alternative, diversifiée et décentralisée, à l'échelle des Régions, de l'Union européenne et de ses Etats membres. Au programme des interventions multiples de politiques, de syndicalistes et de militants écologistes de renommée nationale.
A la Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme, de 9h30 à 19h30.
Renseignements : Sébastien Barles
✆ 04 91 57 52 09 – sbarles@regionpaca.fr

25 janvier – Marseille (13)

Bio ou pas bio ?
Conférence débat et repas convivial organisé par Label Ethique. 19h30.
Quel équilibre à trouver entre écologie, économie et social pour un réel développement durable ? Un débat contradictoire pour comprendre les enjeux de la bio : agricultures saine ou créneau de marché ? Exigences et limitantes pour les petits paysans ?
Au CCO en Compagnie des Calanques, 21 Av Colgate 13009 Marseille
PAF : 1 euros - Renseignements : ✆ 04 91 25 19 33
label.ethique@wanadoo.fr
www.labelethique.org

labelethique
BIO ou PAS BIO ?
Quel équilibre à trouver entre écologie, économie et social pour un réel développement durable.
CONFERENCE DEBAT et REPAS CONVIVIAL
25 JANVIER 2005
à partir de 19h30
Au CCO en Compagnie des Calanques
21, avenue Colgate - 13009 Marseille
ENTREE LIBRE

Bulletin d'abonnement | Un an, 10 numéros

	1 exemplaire	5 exemplaires
TARIF	**20 €**	**40 €**
adhérents APEAS	15 €	30 €

Pour recevoir davantage d'exemplaires, nous contacter.
Organisme :.....
Nom :..... Prénom :.....
Adresse :.....
mél :..... tél. :.....

☐ Je souhaite recevoir la lettre d'information électronique de l'Apeas

Je joins un chèque de ..... € à l'ordre de l'Apeas.
A retourner accompagné du règlement à l'Apeas

La **Dynamo**
journal édité par l' APEAS
Agence provençale de l'économie alternative et solidaire

49 rue de Village, 13006 Marseille
✆ **04 91 99 02 40** - Fax : **04 91 99 02 41**
courriel : dynamo@apeas.fr - **www.apeas.fr**
Tirage : 1.000 exemplaires

Directeur de la publication **Bruno Lasnier**
Rédacteur en chef **Cédric Lefebvre**
Conseillère de la rédaction **Jeanne Meunier**
Graphisme & mise en page **Stéphane Brabant**
sbgraphik | www.sbgraphik.com
Flashage / Impression **Coloriage**

La Dynamo est publiée avec le soutien du Conseil Régional Paca et du Conseil Général 13

Impression sur papier recyclé